2 minutes reading time (415 words)

1ER MAI 2018 : UN CHAOS VOULU PAR LE POUVOIR ?

Actualités mercredi 2 mai 2018

Le premier mai est la fête du travail. Comme en 2017, la fête a été gâchée par la présence d'environ 1200 délinquants et criminels, en amont de la manifestation syndicale légalement déclarée.

La Préfecture de Police savait qu'il y aurait plusieurs centaines de manifestants ultra-violents dès le 30 avril, les services de renseignements ayant fait leur travail.

Cependant le jour J, la consigne donnée aux CRS en début de manifestation par la Préfecture de Police est : « s'il y a de la casse, on laisse casser ».

A la presse le Préfet de Police a déclaré pudiquement que la police avait été dépassée par les événements.

Quand l'ordre fut enfin donner d'intervenir, le chaos était déjà installé et nos collègues ont dû faire face à plus d'un millier de « black blocks » et les manifestants ont dû changer leur parcours initial.

Comme ces fanatiques ultra-violents étaient pour la plupart identifiés par les services de renseignements, pourquoi les avoir laissé constituer leur block et s'équiper, au lieu de les interpeller au fur et mesure qu'ils arrivaient par petits groupes en amont de la manifestation syndicale ?

Cela aurait éviter les risques de blessures, de dégradations et une confusion, a priori voulue par nos politiques, entre des délinquants et criminels avec des manifestants pacifiques.

Il faut dire que Monsieur MACRON a pu bénéficier de la « formation » de Messieurs HOLLANDE et VALLS, quand il était Ministre du précédent gouvernement. D'ailleurs le Premier Ministre et le Ministre de l'Intérieur peuvent condamner les violences, mais sans agir, car comme Messieurs CAZENEUVE et VALLS ils seront jugés par « la Cour de Justice de la République », que Messieurs HOLLANDE a oublié de supprimer comme promis et que Monsieur MACRON a promis de supprimer, mais n'a pas encore fait.

Sur les réseaux sociaux, certain accuse les services d'ordre des cortèges syndicaux de ne pas assurer la sécurité. Mais encore heureux, les déclarants d'une manifestation ne sont responsables que de leur cortège et non des attroupements en marge. C'est l'Etat qui est garant à la fois de la sécurité de tous et de la liberté de manifestation. Sinon nous serions face à des milices.

De même certains politiques ont vu une infiltration de mouvement d'extrême-droite. Non ces derniers, tout aussi nuisible que les blacks blocks, devaient être encore perchés au col de l'Echelle.

« Qui n'empêche pas le mal le favorise. » Cicéron

Promesse de campagne tenue par La République En Ma...
Après le scandale de la clé USB de MAGNANVILLE : 3...